

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP RELATIVE À
L'ATTRIBUTION D'UNE AUTORISATION D'UTILISATION DE FRÉQUENCES
RADIOÉLECTRIQUES À LA SOCIÉTÉ ONEWEB LIMITED POUR UN RÉSEAU
OUVERT AU PUBLIC DU SERVICE FIXE PAR SATELLITE ET POUR
FOURNIR DES SERVICES DE COMMUNICATIONS POUR DES STATIONS
TERRIENNES EN MOUVEMENT (ESIM)

22 SEPTEMBRE 2022

Version publique

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Orange remercie l'Autorité de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires relatifs à une future décision d'attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OneWeb Limited pour un réseau ouvert au public du service fixe par satellite et pour fournir des services de communications pour des stations terriennes en mouvement (ESIM).

En préambule, Orange considère de manière générale que la consultation des acteurs de secteur est nécessaire car elle permet souvent d'identifier des questions pertinentes tant en termes techniques qu'économiques ou concurrentiels et d'apporter de nouvelles propositions ou suggestions au secteur. En effet, les demandes de mise en place et d'exploitation de constellations en orbite basse prennent de plus en plus d'ampleur, à des fins de connectivité terrestre dont la finalité commerciale en terme prospectif n'est pas connue à court terme. Pour le réseau mobile d'Orange, en France métropolitaine mais aussi en outremer, c'est un sujet concurrentiel d'importance [SDA : ...].

Dans le cas présent de la consultation en objet, Orange réitère certaines des interrogations émises dans sa réponse à la consultation publique relative à la société Starlink Internet Services Limited et sur les principaux risques en matière de distorsion de concurrence de futures autorisations d'utilisation de fréquences des bandes 10,95-12,70 GHz (sens espace vers Terre) et 14-14,5 GHz (sens Terre vers espace) afin de fournir des services fixes d'accès à internet haut débit sur l'ensemble du territoire, autorisation sollicitée par la société OneWeb Limited mais à l'avenir par d'autres sociétés.

- i) En premier lieu, cette demande d'autorisation s'inscrit dans un contexte où la décision ECC/DEC/(17)041 de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT) est venue préciser un certain nombre de critères relatifs à l'utilisation de fréquences radioélectriques de ces bandes afin d'effectuer des communications entre des systèmes à satellites non-géostationnaires et des stations terriennes fixes. Toutefois, il serait important de s'assurer que sur le territoire, les terminaux utilisateurs puissent réellement éviter tout brouillage car ne faisant l'objet d'aucune déclaration individuelle et donc d'aucune coordination. En cas de brouillage, les mesures adéquates devraient être mises en œuvre aussitôt celui-ci détecté.

ii) S'agissant des aspects économiques, il va sans dire que les constellations sont en train de se développer de manière importante et certaines

d'entre elles ont déjà débuté leur déploiement depuis plusieurs années. Cette concurrence vis-à-vis des réseaux fixe et mobile et des offres d'internet fixe avec satellites géostationnaires déjà présents doit se faire dans les règles. Aussi, une analyse de marché nous semble un pré-requis avant toute attribution afin d'identifier de manière détaillée les effets de ces nouvelles solutions sur le marché de l'internet fixe, elle devrait être réalisée en particulier dans le cadre du déploiement de réseaux haut et très haut débit en zone rurale, ou de zones difficiles d'accès, par exemple zones de montagne. Par ailleurs, nous souhaitons aussi qu'une entière transparence puisse être mise en place vis-à-vis du client final sur les conditions techniques et les performances de ces offres d'internet fixe proposées par des constellations : par exemple, le débit ne peut suffire à garantir les meilleures performances d'un réseau. Il conviendrait également de présenter le niveau de disponibilité du service qui dépend de la permanence de la couverture, elle-même liée au nombre de satellites déjà déployés pour la constellation. Par ailleurs, l'ambition de certains acteurs [SDA : ...].

- iii) Enfin, il nous semble que le déploiement de constellations doit aussi prendre en compte la question environnementale. Ainsi, nous nous interrogeons sur la mesure de l'impact des constellations en matière d'environnement, comment l'Autorité pourrait intégrer des indicateurs de ces solutions à son enquête annuelle « Pour un numérique soutenable ».